



Le 27 juin, rassemblement contre la casse de l'assurance chômage !

Le gouvernement a décidé de mener une **5e réforme de l'assurance chômage**, dont l'objectif affiché serait l'atteinte du « plein emploi ».

Ces mesures poursuivent la logique de baisse brutale des droits entamée en 2019 par l'exécutif qui n'a eu de cesse de durcir les règles d'indemnisations des demandeur.ses d'emploi : Réforme du calcul du salaire journalier de référence, passage de 4 à 6 mois de la durée de cotisation nécessaire pour l'ouverture de droits, application d'un coefficient réducteur sur la durée maximale d'indemnisation via le mécanisme de contracyclicité, dégressivité de l'allocation pour les « hauts revenus » à partir du 7e mois...

Toutes ces réformes, mise en place par les gouvernements successifs depuis 5 ans, ont entraîné des conséquences directes et graves pour les personnes privées d'emploi, tant sur **le montant des allocations (-17%), que sur la durée moyenne d'indemnisation (- 25%)**, et une baisse du nombre des personnes percevant une indemnité par rapport au nombre d'inscrit-es (seulement 38% le sont).

Cette nouvelle réforme a pour seul but d'économiser 3,6 milliards d'euros (soit 10% des dépenses actuelles) sur le dos des chômeur.ses, en s'attaquant au droit des plus précaires (jeunes et seniors).

Elle va imposer aux chômeur.ses 8 mois de travail sur les 20 derniers mois pour être indemnisé (contre 6 mois sur 24 mois), ce qui exclura la quasi-totalité des travailleur.ses précaires d'une allocation chômage entre deux contrats.

En abaissant la durée maximale d'indemnisation de 18 mois à 15 mois (ou de 27 mois à 22,5 mois pour les plus de 57 ans), **c'est un vaste chantage à l'emploi et à la mise en concurrence entre salarié.e qui est orchestrée**

D'ores et déjà ce sont 185 000 personnes qui seraient écartées du droit à indemnisation, alors qu'actuellement moins d'un chômeur.se sur deux est indemnisé.

A l'assemblée nationale avec les député-es du Rassemblement National, l'extrême droite vote contre les intérêts du monde du travail. Mais le Rassemblement National sait par contre voter pour le patronat pour la fin des allocations chômage après abandon de poste, pour la fin des allocations pour les privé.es d'emploi refusant un CDI après 2 CDD, ...

Pour répondre aux urgences sociales, pour les travailleurs et travailleuses, le seul programme pour lequel voter c'est celui du Nouveau Front Populaire

La CGT 31 et la FSU 31 s'accordent sur les ravages de cette nouvelle réforme, sur cette nouvelle attaque d'ampleur contre les privé.es sous couvert d'un pseudo plein emploi.

C'est bien la guerre au chômage et non aux chômeur.ses qu'il faut faire, le gouvernement comme le patronat doivent renoncer à la réforme la plus inutile, la plus injuste et la plus violente jamais vue.

**Rendez-vous jeudi 27 juin
12h devant la CCI, rue du Languedoc à Toulouse
17h30 devant la SousPréfecture à St Gaudens
18h devant la Sous Préfecture à Muret**

Lundi 24 juin 2024